

SCHEMA DROIT DE RETRAIT

Vous pensez qu'une **situation de travail présente un danger grave et imminent - DGI** - pour votre vie ou votre santé.

Vous **informez votre chef.fe de service (N+1)** par écrit du DGI.

Vous utilisez votre droit de retrait après vous être assuré que cet acte ne crée pas un nouveau DGI. Information par écrit au N+1. **C'est une Procédure individuelle.**

Vous vous **retirez de la zone exposée du risque sans quitter votre lieu de travail. Aucune sanction et/ou retenue de salaire**, si vous avez un motif raisonnable de penser qu'il y a un DGI.

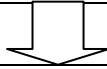
Vous **informez un.e membre de la F3SCT** (ou du CSA, s'il n'y a pas de F3SCT) qui peut, parallèlement, user de son droit d'alerte (notamment si elle/il juge un dysfonctionnement de la procédure locale).

Votre chef.fe d'établissement prend les **mesures immédiates pour assurer votre santé** physique et psychique → **enquête** (Groupe de travail de la CoHS si EPL ou F3SCT si EPN/SUP).

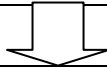
Elle/il **informe** tout droit de retrait - ainsi que les décisions prises à ce sujet -, à la présidence du CSA régionale et à la CoHS ou elle/il **informe** tout droit de retrait - ainsi que les décisions prises à ce sujet-, à la f3SCT (ou à défaut le CSA) si vous travaillez dans un EPN/SUP.

Si votre chef.fe d'établissement conteste le DGI, saisissez un.e membre de la F3SCT (ou à défaut, du CSA) pour user de son **droit d'alerte.**

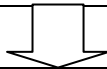
Si le refus persiste malgré l'alerte, la **F3SCT** (ou à défaut le CSA) **est réunie dans les 24H**. Elle émet un **avis** à ce sujet.



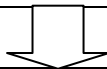
Votre chef.fe d'établissement arrête alors les mesures à prendre. Si elle/il n'est toujours pas d'accord → **inspection du travail** saisie après intervention de l'**ISST**.



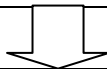
L'inspection du travail adresse à votre chef.fe d'établissement, la F3SCT - ou à défaut le CSA - (+ présidence du CSA régional, si vous travaillez dans un EPL) et au préfet du département, un **rapport sur les manquements en matière d'hygiène et de sécurité et les mesures** proposées pour remédier à la situation.



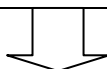
Votre chef.fe d'établissement a alors **15 jours** pour répondre à l'inspection du travail : mesures immédiates + mesures à venir accompagnées d'un calendrier. **Copie F3SCT** (ou à défaut CSA) + ISST.



Si votre **chef.fe d'établissement conteste encore**, l'inspection du travail transmet le **rapport au ministre** (S/c de la voie hiérarchique), qui a **un mois** pour répondre.



Le rapport et la réponse du ministre sont communiqués à la **F3SCT ministérielle**.



Si les mesures prises par votre chef.fe d'établissement ont mis fin au DGI, **vous retournez sur votre poste du travail**.